



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales et des  
Affaires Juridiques  
Bureau de l'Intercommunalité et du Contrôle de Légimité

**ARRETE n° 2016-D2/B1 – 047**

**fixant le nombre et la répartition des  
sièges au sein du conseil communautaire  
de la communauté de communes du  
Civraisien en Poitou**

**La Préfète de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 35-V;

**VU** la loi n°2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire ;

**VU** la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et communauté d'agglomération ;

**VU** la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la Préfète de la Vienne - Mme DOKHÉLAR (Marie-Christine) ;

**VU** le décret n°2015-1851 du 29 novembre 2015 authentifiant les chiffres des populations de métropole, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-6, L.5211-6-1, L.5211-6-2 et R.2151-1;

**VU** le code électoral et notamment l'article L.273-11 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale de la Vienne (SDCI) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-011 en date du 9 juin 2016 portant projet de périmètre du nouvel établissement public à fiscalité propre regroupant les communes d'Anché, Asnois, Blanzay, Brion, Brux, Ceaux-en-Couhé, Champagné-le-Sec, Champagné-Saint-Hilaire, La Chapelle-Bâton, Champniers, Charroux, Chatain, Château-Garnier, Châtillon, Chaunay, Civray, Couhé, La Ferrière-Airoux, Gençay, Genouillé, Joussé, Linazay, Lizant, Magné, Payré, Payroux, Romagne, Saint-Gaudent, Saint-Macoux, Saint-Maurice-la-Clouère, Saint-Pierre-d'Exideuil, Saint-Romain, Saint-Saviol, Saint-Secondin, Savigné, Somières-du-Clain, Surin, Vaux, Voulême et Voulon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-039 en date du 6 décembre 2016 portant création d'une nouvelle communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes de la Région de Couhé, du Pays Gencéen et des Pays Civraisien et Charlois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

**CONSIDERANT** que la répartition des sièges des conseils communautaires peut s'établir soit par accord local, soit en application du droit commun suivant les conditions prévues à l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'accord local, la répartition des sièges s'effectue selon les règles définies au II à V de l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales et en fonction de la population de l'établissement public de coopération intercommunale concerné ;

**CONSIDERANT** que cette répartition tient compte de la population municipale de chaque commune selon les données de l'INSEE en vigueur ;

**CONSIDERANT** que cette composition ne peut intervenir qu'après le 15 décembre 2016 ;

**CONSIDERANT** qu'aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges du conseil communautaire ;

**CONSIDERANT** que toutes les communes doivent bénéficier d'au moins un siège ;

**CONSIDERANT** que les conseils municipaux membres de la communauté de communes du Civraisien en Poitou ne se sont pas prononcés sur un accord local dans les délais impartis, la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes du Civraisien en Poitou s'effectue selon la procédure de droit commun ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le conseil communautaire de la communauté de commune du Civraisien en Poitou est composé de 57 sièges de titulaires.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est fixée comme suit :

<b>Nom des communes</b>	<b>Nombre des sièges titulaire(s)</b>
ANCHE	1
ASNOIS	1
BLANZAY	1
BRION	1
BRUX	1
CEAUX-EN-COUHE	1
CHAMPAGNE-LE-SEC	1

Nom des communes	Nombre des sièges titulaire(s)
CHAMPAGNE-SAINT-HILAIRE	2
CHAMPNIERS	1
CHAPELLE-BATON (LA)	1
CHARROUX	2
CHATAIN	1
CHATEAU-GARNIER	1
CHATILLON	1
CHAUNAY	2
CIVRAY	6
COUHE	4
FERRIERE-AIROUX (LA)	1
GENÇAY	3
GENOUILLE	1
JOUSSE	1
LINAZAY	1
LIZANT	1
MAGNE	1
PAYRE	2
PAYROUX	1
ROMAGNE	1
SAINT-GAUDENT	1
SAINT-MACOUX	1
SAINT-MAURICE-LA-CLOUERE	2
SAINT-PIERRE-D'EXIDIEUL	1
SAINT-ROMAIN	1
SAINT-SAVIOL	1
SAINT-SECONDIN	1
SAVIGNE	3
SOMMIERES-DU-CLAIN	1
SURIN	1
VAUX	1
VOULEME	1
VOULON	1
<b>Répartition des sièges des conseillers au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>57</b>

**Article 3 :** Dans les communes de moins de 1 000 habitants, conformément aux articles L.5211-6 du code général des collectivités territoriales et L.273-11 du code électoral lorsqu'il y a un seul siège de conseiller communautaire, le suppléant est désigné dans l'ordre du tableau du conseil municipal.

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, selon les modalités des articles L.5211-6 et L.5211-6-2 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul siège, la liste de candidats doit comporter deux noms. Le second candidat devient suppléant.

**Article 4 :** En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand – 86 021 POITIERS Cedex ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75 800 PARIS Cedex 08 ;
- soit de saisir d'un recours contentieux le président du tribunal administratif territorialement compétent ;

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

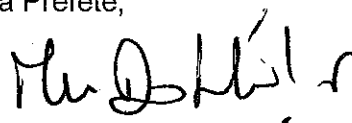
Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de Montmorillon, le Directeur départemental des finances publiques, les maires des communes mentionnées dans l'article 2 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 16 décembre 2016

La Préfète,



**Marie-Christine DOKHÉLAR**